



RAPPORT D'ACTIVITE DES SERVICES DE L'ETAT 2009

Octobre 2010

EDITORIAL

Voici, comme chaque année, le rapport d'activité des services de l'Etat qu'il m'incombe de présenter au conseil général.

Au-delà de l'obligation légale à laquelle il répond, ce rapport, que j'ai souhaité comme l'année précédente très synthétique, présente les grandes thématiques qui ont mobilisé les services de l'Etat au cours de l'année 2009, à travers des chiffres clés et des éclairages particuliers sur certains dossiers.

Rédigé avec le concours de tous les chefs de service de l'Etat, ce document traduit l'engagement de l'Etat en Savoie, la réalité de la présence et de l'activité du service public au bénéfice de ses habitants, mais également la volonté de modernisation et d'adaptation du service public pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. Sur ce dernier point, 2009 marque un tournant avec l'élaboration de la révision générale des politiques publiques qui va modifier l'organisation des services de l'Etat de manière profonde.

L'ensemble des agents de l'Etat sont impliqués dans cette réforme et je tiens à les remercier pour leur rôle essentiel dans sa mise en place, ainsi que pour leur implication quotidienne au service des savoyards.

Le Préfet de la Savoie



Christophe MIRMAND

la sécurité publique : une mobilisation quotidienne des services pour répondre aux attentes des citoyens

4/ La lutte contre le travail illégal

- 59 employeurs d'étrangers sans titre de travail interpellés ;
- 11 opérations interservices ont été organisées ;
- En mai la DDPAF a découvert sur un chantier à La Ravoire une quarantaine de ressortissants roumains en situation de travail illégal, sans aucune assurance maladie et rémunérés sans aucune majoration pour les heures supplémentaires alors que la semaine de travail pouvait aller jusqu'à 58h ;
- 174 procédures de travail illégal effectuées par les services verbalisateurs (Gendarmerie, Police, Inspection du Travail et Urssaf) dont 36 par les services de l'Inspection du Travail.

5/ Les trafics

- 325 kg de stupéfiants saisis ;
- 56 320 contrefaçons saisis par la direction des Douanes d'une valeur de 1790 359 €, soit 5 fois plus qu'en 2008.

Blanchiment de capitaux

Le 1er juillet 2009, la brigade des Douanes de Montmélian a découvert 98.000 € cachés dans le tableau de bord d'un véhicule immatriculé en Bulgarie. Les auteurs de ces infractions appartenaient à une organisation mafieuse oeuvrant dans le trafic d'héroïne.

6/ La sécurité routière

En vue de renforcer la sécurité routière des actions ont pu être menées :

- élaboration du document global d'orientation 2009-12 ;
- animation et suivi du PDASR (plan départemental d'actions de sécurité routière) : conventions de partenariats conclues, semaine de la sécurité routière ;
- le nombre de tués en 2009 est historiquement le plus bas en Savoie. Il marque la continuité de la baisse constatée depuis plusieurs années.

	Accidents	Tués	Blessés
2007	263	37	358
2008	192	23	231
2009	238	22	323

- En matière de répression, l'implantation des radars se poursuit dans le département, avec une certaine diversification puisqu'après les tests du radar interdistance du tunnel du Fréjus, cette année a vu la mise en service d'équipements de terrains feux rouges à Chambéry.

la sécurité publique : une mobilisation quotidienne des services pour répondre aux attentes des citoyens

7/ La prévention de la délinquance

- La Savoie a été dotée d'une enveloppe de 179 729 € au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD). Un peu moins de 52% ont été consacrés au financement d'installations de vidéoprotection dans six communes du département. La deuxième priorité du fonds a concerné la prévention des violences aux personnes ou des conduites à risque.
- pour répondre aux phénomènes de délinquance constatés, 2 types de démarches ont été suivies :
 - suite à l'augmentation du nombre de cambriolages entre juin et août 2009, un plan anti-cambriolage a été mis en œuvre conjointement par la police et la gendarmerie,
 - une réflexion a été menée sur la refonte d'un plan départemental pluriannuel de lutte contre les drogues et les toxicomanies.
- 570 jeunes suivis dont 400 au titre pénal par les services de la protection judiciaire de la jeunesse.

8/ La violence à l'encontre des femmes

- Colloque sur les mariages forcés le 24 novembre 2009 à l'université de Savoie à Chambéry réunissant 150 professionnels ;
- Création d'un site internet sur la contraception en Savoie : www.contraception-savoie.org ;
- 25 professionnels formés sur « la prise en charge des situations de violences conjugales : les enfants et les auteurs ».



La sécurité civile : des enjeux essentiels en Savoie, une organisation adaptée

Chiffres clés 2009

- ✓6 plans particuliers des risques naturels (PPRN) approuvés en 2009 soit 56 au total ;
- ✓4 plans particuliers des risques technologiques (PPRT) prescrits pour les établissements TOTALGAZ, UGITECH, ALUMINIUM PECHINEY et ARKEMA/PSM ;
- ✓1 plan de prévention des risques miniers prescrit (Sonnaz Voglans) ;
- ✓73 opérations de déminage ;
- ✓2 alertes météo (orages/ avalanches/ neige-verglas) ;
- ✓approbation de la 1ère révision du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) en Combe de Savoie ;
- ✓Passation d'un marché pour traiter les atterrissements entre la confluence de l'Arc et le Pont de St Pierre d'Albigny ;
- ✓136 contrôles des installations classées ayant entraîné 29 sanctions administratives ;
- ✓12 visites d'inspection sur le thème des PCB effectuées.

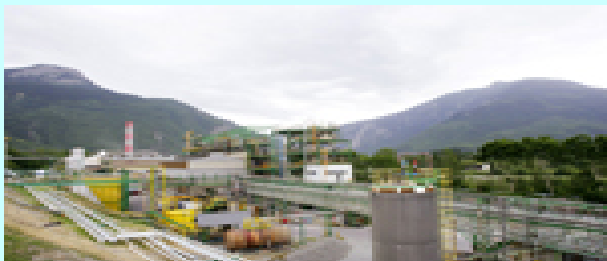
Perspectives 2010 :

- Prescriptions de 2 PPRT pour la Savoie (THERMPHOS et MSSA) ;
- Révisions du plan particulier des risques d'inondations (PPRI) Combe de Savoie pour les ZA Terre neuve et Tétrapôle et poursuite des travaux de traitement des atterrissements ;
- Approbation du PPRI du bassin aixois.

La sécurité civile : des enjeux essentiels en Savoie, une organisation adaptée

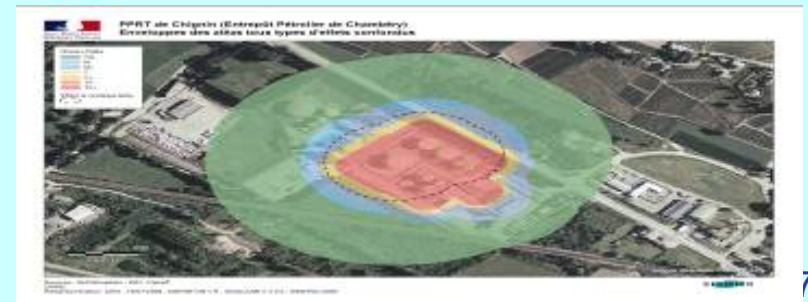
Exercice PPI (plan particulier d'intervention) sur le site de l'usine ARKEMA de La Chambre

La DDPC a animé un exercice interministériel d'envergure sur le site de l'usine ARKEMA de La Chambre, le 25 juin 2009, suivant un scénario prévoyant la formation et la dispersion d'un nuage d'ammoniac. Une fois l'alerte des populations déclenchée par la sirène de l'usine, complétée par la diffusion d'un message d'alerte téléphonique, la population a été invitée à se mettre à l'abri et à respecter les consignes figurant sur les plaquettes d'information distribuées. Cet exercice a essentiellement permis d'évaluer le dispositif d'alerte, de mise à l'abri de la population dans la zone de sécurité et de mettre en configuration opérationnelle, en temps réel, l'intervention des moyens de secours spécialisés dans le cadre du déclenchement du PPI.



Le PPRT EPC à Chignin

La DREAL, la DDT et DDPC sont mobilisés pour l'élaboration des PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques). La carte d'aléas du PPRT de l'EPC (entrepôt pétrolier de Chambéry) à Chignin (ci-dessous) représente l'intégration de la probabilité et de l'intensité dans l'espace des différents scénarios qui peuvent survenir. Les niveaux varient de l'aléas le plus fort (TF+) à celui le plus faible (Fai). Au cas particulier, les effets redoutés sont des effets thermiques ou de surpression, du fait respectivement d'un incendie ou d'une explosion. Elle sert de base de travail pour déterminer les actions à mettre en place pour maîtriser l'urbanisation existante et future autour du site.

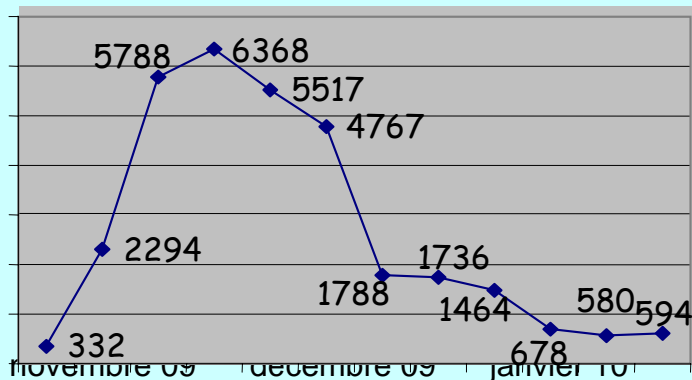


La sécurité civile : des enjeux essentiels en Savoie, une organisation adaptée

La vaccination contre la grippe A/H1N1

L'épidémie de grippe A/H1N1 a conduit à mettre en place dès l'été un dispositif d'ampleur exceptionnelle : la gestion des approvisionnements en masques et la mise en place, par les services de l'Etat, de leurs plans de continuité d'activité (PCA). Pour permettre la vaccination de la population, 9 centres de vaccination répartis sur l'ensemble du territoire savoyard ont ainsi été rendus opérationnels, avec notamment le concours de la Croix Rouge française, entre le 12 novembre 2009 et le 30 janvier 2010.

Total de personnes vaccinées



Le Tour de France en Savoie

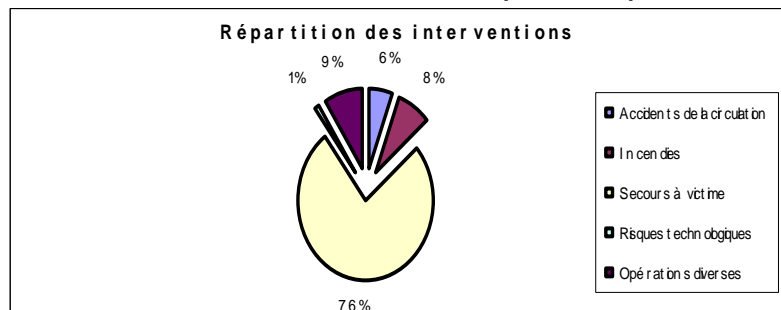
En 2010, la Savoie accueille une nouvelle fois le Tour de France, avec l'arrivée de la plus belle étape de montagne du parcours, à Saint-Jean-de-Maurienne le 13 juillet ; le peloton est reparti ensuite de Chambéry le 14 juillet, jour de la fête nationale. Ces différentes manifestations ont justifié la mise en place d'un poste de commandement interservices (PCIS) chargé d'assurer la sécurité de tous et le bon déroulement de ces festivités.



La sécurité civile : des enjeux essentiels en Savoie, une organisation adaptée

Les sapeurs pompiers de la Savoie ont réalisé :

- 30347 interventions, soit une augmentation de 5,9% par rapport à 2008 ;
- 23576 personnes secourues ;
- 158 483 appels ont été traités ;
- 61% des heures d'intervention ont été réalisées par des sapeurs-pompiers volontaires ;
- les interventions pour incendies ont augmenté de 21% par rapport à 2008; les feux de cheminées représentent 60,5% des feux d'habitation ;
- durant leur service, 186 sapeurs pompiers ont été victimes d'accidents ;
- 4800 établissements recevant du public font l'objet d'un suivi dont 2510 soumis à une visite périodique.



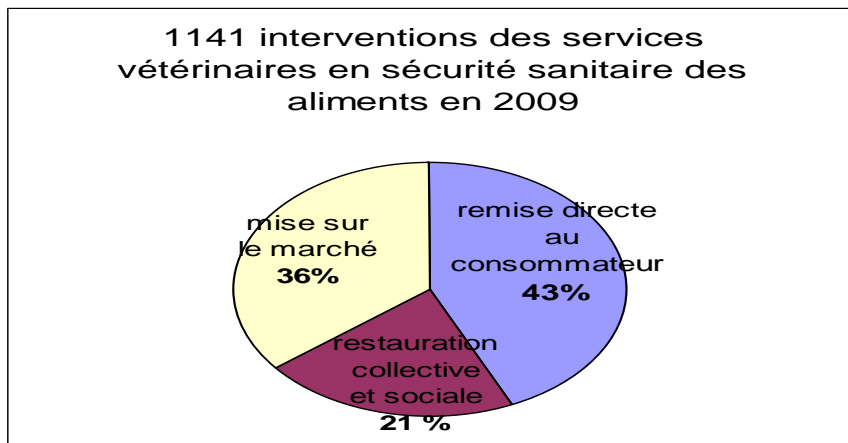
Remontées mécaniques : renouvellement de la certification ISO 9001: 2008 du BDRM 73

100 % des appareils nouveaux ou modifiés ont été autorisés dans les délais afin d'en permettre l'exploitation dès le début de la saison 2009 - 2010 ou dès le début des vacances de fin d'année. 638 appareils ont été contrôlés en exploitation durant la saison 2008-2009.



Consommation, santé, environnement : la protection des populations au cœur de l'activité des services

1/ La protection du consommateur



➤ Consignation pour l'utilisation irrégulière du domaine public

A la suite de plaintes répétées de concurrents, des agents de l'UDCCRF ont constaté qu'un magasin offrait à la vente de nombreux produits de maroquinerie déposés à même le sol et sur une table exposée dans la rue en contravention avec les dispositions de l'autorisation de voirie accordée par la mairie de Chambéry. Les agents ont donc procédé à la consignation des produits offerts à la vente.

Surveillance sanitaire de la contamination des poissons du lac du Bourget

Suite à la gestion de la contamination par les PCB (*Polychlorobiphényles*) des poissons du lac du Bourget ayant imposé l'interdiction de pêche en vue de la consommation et de la commercialisation de 3 espèces : omble chevalier, gardon (de taille supérieure à 10 cm) et anguille en 2008, une quatrième espèce – la brème - a été interdite début 2009. Les espèces mineures – lottes, brèmes, sandres et tanches - ont été prélevées : les résultats se sont révélés négatifs sauf pour la tanche, ce qui a conduit à étendre l'interdiction à cette espèce également depuis septembre 2009.



➤ Le suivi des morsures ou des comportements d'agression des chiens de protection s'est appuyé durant l'été 2009 sur un document réalisé par la DDEA et la DDSV avec la collaboration d'un groupe de travail issu du comité départemental de la santé et protection animales (CDSPA). Un questionnaire diffusé a permis de récolter les circonstances de 7 morsures déclarées au cours de l'été 2009.

Consommation, santé, environnement : la protection des populations au cœur de l'activité des services

2/ La santé publique et environnementale

- eaux thermales : 5 mises en demeure pour analyses non-conformes ;
- eaux de loisirs : 296 mises en demeure et une fermeture de piscine pour analyses non conformes ;
- eaux minérales conditionnées : 32 analyses de contrôle ;
- eaux d'alimentation : 35 contrôles de captages publics et 6 contrôles de captages privés, 4867 analyses d'eau destinée à la consommation humaine réalisées ;
- légionellose : 22 investigations ;
- monoxyde de carbone : 7 déclarations impliquant 44 personnes ;
- bruit : 13 plaintes déposées.

Campagne de prévention sur les risques auditifs

5 concerts pédagogiques sur la prévention des risques auditifs sur les jeunes ont été organisés pour 450 collégiens et lycéens à la cité des arts à Chambéry durant la fête de la musique, des actions de sensibilisation ont été organisées avec les villes de Chambéry et d'Aix les Bains et 2400 paires de bouchons ont été délivrés.



Consommation, santé, environnement : la protection des populations au cœur de l'activité des services

3/ Les établissements sanitaires

- 17 dossiers d'autorisation déposés par les établissements de santé et instruits par les services de l'ARH (Agence Régionale de l'Hospitalisation) dont 6 dans le cadre de l'autorisation d'activité de soins de traitement du Cancer ;

- l'engagement de la restructuration de l'offre de soins sur le bassin Chambéry/Aix-les-Bains avec d'une part la réalisation des visites de conformité préalables à l'ouverture, en novembre 2009, sur Challes-les-Eaux, du Médipôle de Savoie, issu du regroupement des cliniques Saint-Joseph et Cléret, et d'autre part l'inscription de l'opération de reconstruction du centre hospitalier de Chambéry au plan «Hôpital 2012» avec le versement des premières aides financières en fin d'exercice. Dans ce cadre, Il a été demandé aux centres hospitaliers de Chambéry et d'Aix-les-Bains de rédiger un projet médical commun tenant également compte des orientations prises par le Groupe Générale de Santé visant à spécialiser sa clinique d'Aix-les-Bains en chirurgie orthopédique et du rachis et à se désengager de son établissement chambérien.

Epizootie de fièvre charbonneuse

16 foyers du secteur de la Rochette ont subi cette maladie zoonose (commune aux hommes et aux animaux) dans des élevages bovins et lieux de détention de chevaux. Des mesures de protection ont été appliquées dans toute la zone géographique concernée comportant 16 communes : restrictions de circulation des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et équine ; vaccination obligatoire des animaux des espèces bovine et ovine. 44 analyses de sang et 60 analyses de fromages ont été réalisées par le laboratoire départemental d'analyses vétérinaires, 1.664 bovins et 989 ovins ont été vaccinés par les vétérinaires sanitaires en urgence, 36 personnes ont été traitées aux antibiotiques. Aucun cas humain n'est à déplorer.



L'emploi et l'économie : une implication forte de tous les acteurs

1/ L'emploi

▪ Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois a subi une hausse en 2009 de 27,7%. Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans a crû de 36% et celui des demandeurs d'emploi de longue date de 49,6%.

;

▪ En 2009, l'ANPE et les ASSEDIC ont fusionné pour donner naissance au Pôle emploi. Ce dernier a mis en place le plan d'accompagnement personnalisé à la recherche d'emploi qui lui permet de rencontrer des demandeurs d'emploi une fois par mois a minima ;

▪ Les 4 missions locales jeunes du département ont accompagné 8617 jeunes et 5733 jeunes de moins de 26 ans ont bénéficié de 28977 propositions d'emplois.

➤ La création d'entreprise

Une nouvelle mesure a été mise en place par la DDTEFP : le nouvel accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises (NACRE). Une labellisation a été octroyée à différents organismes du département (Chambre de commerce, Chambre des métiers, cabinets comptables..).

➤ Le suivi de la crise économique

L'ampleur de la crise a nécessité un renforcement des dispositifs existants : les réunions de la commission des chefs des services financiers et du groupe entreprise se sont intensifiées afin de traiter le plus rapidement possible les dossiers des entreprises en difficultés. La commission départementale pour le financement de l'économie réunissant l'ensemble des acteurs du monde économique s'est également réunie régulièrement afin de suivre au plus près l'évolution de la situation économique en Savoie et de veiller à la mise en œuvre effective des mesures gouvernementales.

L'emploi et l'économie : une implication forte de tous les acteurs

➤ Le plan de relance de l'économie

Dans le cadre du plan de relance de l'économie, 190 collectivités savoyardes ont conventionné avec l'Etat afin de bénéficier du versement anticipé du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) sur leurs dépenses d'investissement 2008. Grâce aux 37.332.935,70 € versés, plus de 90 % des bénéficiaires de Savoie sont parvenus à augmenter leurs dépenses réelles d'équipement en 2009 par rapport à la moyenne des années 2004 à 2007 et toucheront désormais leurs attributions de FCTVA un an après la réalisation de la dépense au lieu de 2.

➤ Le plan de relance pour l'emploi

Des actions ont été menées dans des quartiers prioritaires ou au profit de bénéficiaires habitant dans ces quartiers autour de quatre volets : savoir de base; insertion professionnelle, accès à l'emploi ; décrochage scolaire et internats d'excellence.

➤ L'insertion par l'activité économique

1243 personnes ont eu accès à un emploi dans une structure d'insertion par l'activité économique.

➤ Alternance

Malgré une situation économique difficile, le nombre de contrats en alternance s'est maintenu en 2009.

➤ Les services à la personne

Les agréments des structures d'aide à la personne ont de nouveau progressé en 2009. Ce sont les créations d'entreprises privées qui augmentent le plus sur cette année. Ce secteur permet la création de nouveaux emplois.

L'emploi et l'économie : une implication forte de tous les acteurs

➤ Accompagnement des mutations économiques

- Une convention interentreprises de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) a été mise en place avec l'Union des industries de Savoie et le syndicat professionnel des industries de l'électrométallurgie et électrochimie du Sud Est. Cette convention a concerné 18 entreprises pour 3878 salariés ;
- La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009 prévoit une série de mesures visant à inciter les salariés à prolonger leur activité professionnelle et les employeurs à les maintenir dans leur emploi. Elle instaure l'obligation pour les entreprises et les établissements publics d'au moins 50 salariés ou appartenant à un groupe d'au moins 50 salariés, de négocier un accord ou d'élaborer un plan d'action pour l'emploi des seniors. 34 accords et 101 plans d'actions ont été conclus et signés en 2009 ;
- 447 accords d'épargne salariale ont été conclus en 2009 par les entreprises :
 - 256 par l'intéressement
 - 51 par la participation
 - 140 par le plan épargne entreprise.

2/ Améliorer la qualité de l'emploi et les relations du travail :

- 2292 visites de l'inspection du travail de la DDTEFP dont 1486 en entreprise et 806 sur chantiers ;
- 1587 courriers d'observations ;
- 141 enquêtes de licenciements de représentants du personnel ;
- 126 décisions d'arrêt ou d'autorisations de reprise sur chantier ;
- 163 procédures pénales traitées par les services d'inspection du travail, dont 71 procès-verbaux et 81 avis au Parquet ;
- En 2009, le ministère du travail a réalisé 3 campagnes de contrôle sur les thématiques suivantes :
 - égalité professionnelle homme-femme
 - prévention lors des travaux d'élagage
 - utilisation par les professionnels des produits phyto-sanitaires destinés à l'agriculture.

L'emploi et l'économie : une implication forte de tous les acteurs

Programmes européens

➤ En 2009, le programme opérationnel FEDER « Compétitivité régionale et emploi » a permis de mobiliser plus de 8 M€ de crédits européens en Savoie; exemples d'opérations financées :

- à Aix-les Bains : réhabilitation des équipements de quartier (espace PUER du quartier Garibaldi, espaces de proximité des quartiers Marlioz et Franklin) et mise en place d'un service commun de médiation (FEDER : 2.372.000 €) ;
- à Cognin : réhabilitation de la friche industrielle « Solidoro » afin de la transformer en atelier des arts vivants destiné à l'accueil des associations culturelles communales (FEDER : 1.355.000 €) ;
- construction de la pépinière d'entreprises dédiée aux TIC à Saint-Jean de Maurienne ainsi que la salle de serveurs informatiques et le service d'animation s'y rattachant (FEDER: 527.000 €) ;
- la tranche 2 de la réhabilitation de la friche FORMER de St Michel de Maurienne (FEDER : 528.000€) ;
- l'animation et les études liées à l'opération rurale collective en faveur du commerce et de l'artisanat en Avant-Pays Savoyard (FEDER : 141.560 €).

➤ D'autres crédits communautaires ont été mobilisés en Savoie à travers le programme de coopération transfrontalier « Alcotra » et le programme opérationnel interrégional Alpes « POIA ».

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➤ Le logement

- 573 logements familiaux locatifs sociaux financés ;
- Production de 113 logements PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) ;
- 204 logements ont été financés au titre du plan de Relance
- 143 demandes au titre du DALO ont été déposées et 157 décisions de la commission ont été prises dont 44% de prioritaires ;
- 4 301 k€ ont été attribués pour l'amélioration de 913 logements privés, dont 207 au titre du traitement de la précarité énergétique ;
- mise en place de formations « habitat indigne » à l'attention des maires par les services de la DDASS : 23 contrôles de logement réalisés et 8 arrêtés préfectoraux pris au titre de l'insalubrité.

L'hébergement d'insertion et d'urgence

Les mesures du plan d'accueil renforcé aux sans-abri (PARSA) ont contribué à une amélioration qualitative des réponses aux besoins des personnes :

- extension des horaires d'ouverture des accueils de jour et des CHRS ;
- 42 transformations de places d'hébergement d'urgence en places de stabilisation à Chambéry, Aiguebelle et Albertville (42 places) ;

- 6 extensions de places CHRS ;
- création d'une maison-relais à Aiguebelle (16 places) ;
- 900.000 € ont été consacrés au titre de l'hébergement d'urgence (CHU) ;
- 5 millions d'€ alloués pour les CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale).

Le plan de cohésion sociale en matière de logement 2005/2009

Il s'est achevé sur un doublement de la production de logements locatifs sociaux par rapport à la période précédente avec en moyenne 787 logements (familiaux et foyers). Les moyens qui ont été consacrés par l'Etat à ce programme ont été en grande évolution sur les 5 dernières années :

	2005	2006	2007	2008	2009
crédits pour le logement en K€	1028	1736	2461	3549	3495
logements produits	601	773	840	897	825

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

Perspectives 2010 en matière de logement :

- Mise en place de la commission de coordination des actions de prévention des expulsions qui permettra de réduire le nombre de personnes susceptibles de déposer un recours DALO ;
- Mise en œuvre du plan d'accueil, d'hébergement et d'insertion pour prendre en charge les personnes sans abris ou mal logés ;
- Mise en place et approbation des conventions d'utilité sociale entre l'Etat et les bailleurs ;
- Signature du projet d'avenant n°2 ANRU pour Chambéry (fait le 4 juin 2010) ;

➤ L'égalité professionnelle hommes femmes

- 318 180 € garantis pour 19 créatrices d'activités par le Fonds de Garantie à l'Initiative des Femmes ;
- 15 512 € alloués pour un contrat de mixité en chaudronnerie afin de construire des locaux adaptés à l'embauche d'une première femme ;
- 6 femmes obtiennent le prix de la création d'activités « publics-cibles » à Albertville.

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➤ Mise en place du délégué du préfet à la politique de la ville

La nomination du délégué du préfet en Savoie est effective depuis le 1er juin 2009. Identifié par les différents acteurs locaux comme interlocuteur principal de l'Etat concernant les quartiers ZUS (définition des ZUS), il est présent quotidiennement sur le terrain et participe en lien avec le chef de projet de Chambéry métropole aux différents groupes de travail organisés soit par les structures soit par les élus en matière de politique de la ville. Il a permis une excellente synergie avec les acteurs du programme de réussite éducative permettant d'envisager des actions communes et concertées pour l'avenir (mise en place d'actions parentalité par exemple).

➤ 1M d'€ consacré par l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE)

sur le département en faveur : des 2 contrats urbains de cohésion sociale de Chambéry et Aix les Bains, des programmes de réussite éducative, du plan de relance pour l'emploi, du fonds interministériel de prévention de la délinquance et des conventions adultes relais.

Un dispositif « aménagement de peines » à l'abbaye d'Hautecombe

Une convention a été signée le 23 juillet 2009 sur le site d'Hautecombe en présence du préfet de la région Rhône Alpes, entre le préfet de Savoie, les services pénitentiaires Rhône Alpes Auvergne, la Fondation d'Hautecombe et l'association des Régies de Quartier Aixois ARQA pour officialiser un dispositif original d'aménagement de peines axé sur l'entretien et la rénovation de monuments historiques. Ce dispositif innovant vise à favoriser la réinsertion dans le monde du travail et dans la société de personnes placées sous main de justice.



La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➤ Les jeunes et les politiques éducatives territoriales

16 contrats éducatifs locaux sont en cours pour 104 communes et 18 000 enfants et jeunes. Ces contrats éducatifs locaux ont un but d'aide aux projets de jeunes et à la création d'associations dans le souci de développer l'autonomie et la citoyenneté, l'accompagnement scolaire sur les lieux de vie.

➤ Accompagnement éducatif

▪ Ouverture d'une classe-relais à la cité scolaire Jean Moulin à Albertville : elle propose à des collégiens entrés dans un processus de rejet de l'école un accueil temporaire adapté afin de les réinsérer dans un parcours de formation générale technologique ou professionnelle ;

▪ L'Etat a versé 403 545 € aux mairies au titre de la convention nationale du 31 mars 2009 relative à l'équipement numérique des communes rurales de moins de 2000 habitants (ordinateurs portables, tableau blanc interactif, accès internet de haut débit...)

▪ Un dispositif a été mis en place pour identifier le plus en amont possible des élèves relevant de l'obligation scolaire en situation de décrochage.

➤ La protection des mineurs pendant les vacances

86 contrôles ont été organisés dans les établissements accueillant des mineurs.

➤ Les familles

1 831 306€ consacrés aux actions en faveur des familles vulnérables : réseaux d'écoute et d'aide à la parentalité (REAAP); médiation familiale; conseil conjugal et familial,...

Le programme « Archicurieux »

En Savoie, dans le cadre d'une convention tri-partite signée entre le Département, l'Inspection académique et la Direction régionale des affaires culturelles, le programme « Archicurieux » propose aux enfants et adolescents, un dialogue des arts porté par l'architecture.

Le projet, qui se déroule sur une année scolaire, et construit conjointement entre l'architecte et l'enseignant, permet une découverte de l'environnement

architectural proche (éléments du quartier, de la commune...) et de mettre en relation l'architecture et les autres disciplines de l'Ecole (dans le cadre de l'histoire des arts).



La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➤ Les personnes âgées

- ouverture d'un établissement de 19 places en septembre 2009 à Albens ;
- développement des inspections dans le cadre du plan bientraitance : 4 inspections en 2009.

➤ Les personnes handicapées

- 596 249 euros destinés à la création de places nouvelles en établissements et services enfants et adultes ;
- création de 5 places en établissements et services d'aide par le travail, de 12 places de services d'éducation et de soins spécialisés à domicile (dont 6 pour jeunes autistes) ;
- Aide à la scolarisation des élèves handicapés : 353 contrats aidés dont 116 contrats d'Auxiliaires de Vie Scolaires et Universitaires ;
- Signature d'un accord de mécénat entre le parc national de la Vanoise et la GMF pour la réalisation de 4 opérations d'aménagement et d'équipement en matériel pour l'accès à la nature, la montagne et au patrimoine des personnes handicapées d'un montant de 10 000 €

➤ Les anciens combattants

- Si le nombre de demandes d'assistance a diminué, les situations examinées liées au surendettement sont en revanche plus graves ;
- En 2009 l'action importante en faveur du maintien à domicile des ressortissants les plus âgés a été poursuivie : plus de 8000 € ont été consacrés à ce maintien à domicile ;
- Un hommage particulier a été rendu aux Résistants et Déportés de la Savoie au cours d'une commémoration qui a rassemblé plus de 1500 enfants à Ecole en Bauges le 11 juin 2009 dans le cadre de l'opération : « Les chemins de la mémoire ». Au cours de cette journée les élèves de plus de 60 classes de CM1 et CM2 ont dialogué avec des résistants et déportés puis participé à une cérémonie de commémoration ;
- 302 titres de reconnaissance de la Nation (soit une augmentation de 440% par rapport à 2008) ont été délivrés pour participation à l'une des missions extérieures (Gabon, Tchad, Liban,...).

La cohésion sociale : un devoir de solidarité

➤ Le sport

- 890 000 € d'aide de l'Etat aux championnats du monde 2009 de Val d'Isère ;
- La Savoie compte 115 423 licenciés, 1250 clubs, 418 sportifs de haut niveau et l'Etat accorde 785 500 € de subventions à 323 clubs et comités pour le développement du sport ;
- 2 594 équipements recensés ainsi que 2870 Sites des sports de nature ;
- 8800 éducateurs sont déclarés dont 6500 moniteurs de ski ;
- 57 établissements d'activités physiques et sportives sur les 710 déclarés ont fait l'objet d'un contrôle ;
- 84210€ consacrés à accroître la pratique sportive en apportant une attention particulière aux « publics cibles » (personnes handicapées, jeunes défavorisés, jeunes filles et femmes).

➤ La vie associative

- 19 500 associations déclarées (400 créations nettes par an en moyenne) ;
- 1 000 associations employeurs ;
- 12 000 employés.

➤ Culture

10 opérations de travaux de conservation - restauration sur les objets mobiliers qui sont eux-mêmes protégés au titre des monuments historiques pour un montant de 85 635 € HT dont 20 229 € de subventions de l'Etat.

« **Les Saisons du Paysage** »

Avec les manifestations des Saisons du paysage 2009, le Parc national de la Vanoise a invité les habitants, les visiteurs et les professionnels à découvrir la richesse des photographies réalisées par l'observatoire photographique créé en 2005 lors d'expositions « Vanoise, miroir du temps » et « Paysages à l'heure du jour », de soirées et randonnées, de projets pédagogiques menés avec les classes primaires de Vanoise...



La gestion du territoire : une volonté de développement durable

➤ L'urbanisme et l'aménagement

- 11 PLU et cartes communales approuvés ;
- 11 PLU et cartes communales soumis à enquête publique ;
- 4 procédures UTN (unités touristiques nouvelles) instruites ;
- 2 SCOT (schémas de cohérence territoriale) en cours d'élaboration : SCOT Arlysère et SCOT Avant Pays Savoyard ;
- 12 802 autorisations d'urbanisme déposées au total.

➤ La directive ERU (eaux résiduaires urbaines)

Elle impose la mise en conformité des agglomérations d'assainissement de plus de 2000 habitants. Point pour la Savoie :

- 5 agglomérations non conformes fin 2008 mises en eau en 2009 ;
- 2 agglomérations non conformes fin 2009 ont lancé les études préalables à la construction de leurs aménagements ;
- 2 nouvelles agglomérations ont des résultats non conformes ;
- 9 Instructions loi sur l'eau.

➤ Finalisation du projet de DTA (Directive Territoriale d'Aménagement) :

La DDEA a collaboré en 2009 aux travaux de finalisation du document qui a pu être transmis au Conseil d'État à l'été. Plus précisément les réflexions ont porté sur les points suivants:

- réflexion sur le périmètre des pôles de développement ;
- quantification des effets de la DTA en termes de croissance démographique ;
- état des lieux et cartographie des Autorités Organisatrices de Transport ;
- modalités d'application de la loi littoral et cartographie ;
- contribution à l'avis de l'autorité environnementale sur la DTA et sur le rapport d'évaluation stratégique environnemental ;
- prise en compte des remarques des collectivités suite à la consultation informelle.

La gestion du territoire : une volonté de développement durable

➤ NATURA 2000

- 40 % des sites NATURA 2000 sont dotés d'un arrêté ministériel de désignation ;
- 89% des documents d'objectifs sont validés ;
- 60 % des sites ont fait l'objet d'un transfert de compétence partiel ou total à une collectivité ;
- 2 020 ha sont couverts par un contrat de gestion soit une augmentation de 95 % par rapport à 2005 ;
- 40 % d'augmentation des moyens financiers consacrés à Natura 2000 en Savoie depuis 2005 ;
- Projet de mesure agri-environnementale territorialisé « Alpage » sur le territoire Tarentaise-Vanoise-Maurienne impulsé et financé par la DDEA et porté par plusieurs acteurs : plus de 30 agriculteurs souhaitent s'engager dans cette démarche contractuelle, sur une surface de plus de 3 000 ha et pour un montant de 800.000€ .

➤ La police de l'environnement

- 42 opérations interservices de contrôle réalisées et 132 procès verbaux dressés;
- mise en place d'un plan de contrôle départemental couplant action administrative et judiciaire et regroupant 11 services. Exemple d'actions menées : lutte anti-braconnage, circulation dans les espaces naturels.

Les Plans locaux d'agrainage du sanglier

L'agrainage dissuasif est une technique de prévention des dégâts agricoles qui doit être encadrée afin d'éviter les dérives ; en effet, une présence trop forte du sanglier générant des dégâts a été déclarée dans 9 massifs, les classant « rouges » car en situation déséquilibrée. 177 communes du département disposent d'un plan local d'agrainage validé par le Préfet.



➤ Gestion de la sécheresse

- Les services de l'Etat sont chargés, dans le cadre d'un plan national, de la préparation de la gestion d'éventuelles restrictions d'usage, de la mise en œuvre de ces restrictions et du contrôle. Pour cela, ils assurent notamment un suivi de données hydrométriques sur les sources et les cours d'eau. Le comité sécheresse s'est réuni 5 fois en 2009 et 2 arrêtés d'alerte définissant les restrictions des usages de l'eau ont été pris.
- Le déficit pluviométrique a atteint 30% sur l'année 2009 pour l'ensemble du département.

La gestion du territoire : une volonté de développement durable

➤ L'agriculture

▪ 32M d'€ versés au titre de la politique agricole commune (PAC), dont 10,5 M d'€ pour l'Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN), 1 M d'€ pour la Prime herbagère agri-environnementale (PHAE) et 8M€ d'aides directes à la production (droit à paiement unique sur les productions végétales et animales) ;

▪ Bilan de santé à mi-parcours de la politique agricole commune (PAC) : redéploiement des aides dans le secteur de l'élevage (soutien à l'herbe, aux filières ovine et caprine, au lait de montagne et à l'agriculture biologique) ;

▪ nouveau dispositif d'accompagnement à l'installation : un plan professionnel personnalisé (PPP) permet d'évaluer les compétences des candidats à l'installation et de leur préconiser des formations individualisées adaptées ;

▪ plan de soutien exceptionnel à l'agriculture : aides exceptionnelles à destination des agriculteurs les plus touchés par la crise.

Le plan de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE)

Ce dispositif s'appuie sur « le plan de développement rural hexagonal (PDRH) » qui traduit la mise en œuvre du deuxième pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) en direction du développement rural. Il vise à aider les éleveurs à la construction ou à la rénovation des bâtiments d'élevage. Son financement est assuré conjointement par l'Etat, le Conseil général et l'Union européenne. En 2009, ce dispositif a mobilisé une enveloppe budgétaire de 1,4 millions d'euros, pour 36 exploitations de Savoie.

➤ Les cultures savoyardes touchées par la Chrysomèle, parasite des racines du maïs

Nouvelles découvertes de l'insecte adulte en août 2009 sur les secteurs de Voglans, Myans et Aiton; mise en oeuvre de la lutte obligatoire sur les périmètres infestés et accord interprofessionnel en vue d'un dispositif d'indemnisation par les producteurs touchés.

La gestion du territoire : une volonté de développement durable

➤ Les transports : travail partenarial sur la coopération transport

L'étude de développement coordonné des transports en commun sur Métropole Savoie (EDCTC), cofinancée par l'État, la Région, le Conseil général, les deux agglomérations de Chambéry et Aix-les-Bains et le syndicat mixte du SCOT a été lancée en janvier 2009. Elle débouchera en 2010 sur un plan d'actions coordonné pour l'amélioration de l'offre et la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance afin de renforcer la coopération entre les acteurs dans ce domaine.

➤ Les observatoires des déplacements

- Celui de la voie rapide urbaine (VRU) de Chambéry a fait l'objet en 2009 d'une collaboration avec la DIR de façon à mieux associer les deux services pour proposer en 2010 une version plus aboutie de cet outil qui permet de suivre l'évolution des trafics sur un axe stratégique pour l'agglomération chambérienne et au delà pour la Savoie ;

- L'observatoire de la RN90 en Tarentaise qui croise trafic et évolution de l'hébergement est un bon indicateur de l'activité économique liée notamment au tourisme d'hiver. Il permettra également d'alimenter les réflexions au sujet du SCOT dans le cadre de l'étude déplacements engagée début 2010.

Elaboration d'un modèle de déplacements multimodal:

L'État et sept autres partenaires ont décidé l'élaboration d'un modèle multimodal de déplacements commun et partagé à l'échelle du territoire de Métropole Savoie et de l'Avant-Pays Savoyard. L'objectif est de fournir aux décideurs un outil performant d'aide à la décision nécessaire à la bonne organisation et à la cohérence générale des déplacements.



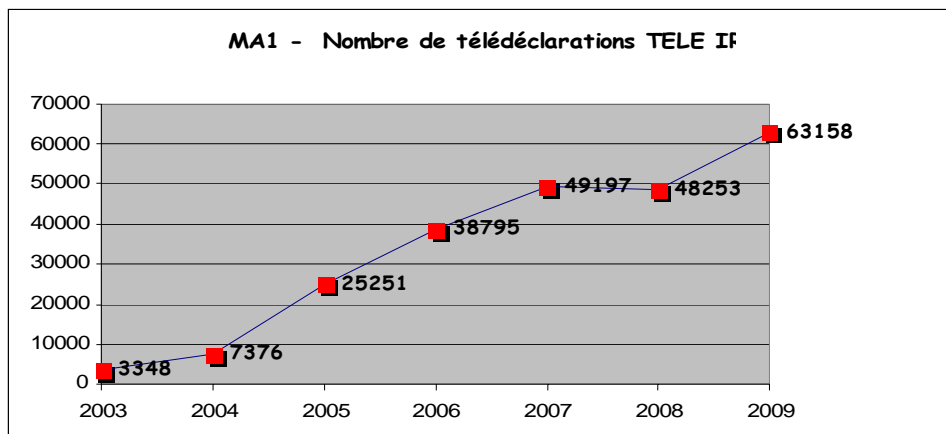
➤ **Perspectives 2010 :**

Finalisation du cahier des charges, consultation et passation du marché du modèle multimodal de déplacements et réalisation d'une étude en vue d'apprécier le potentiel de développement cyclable en milieu urbain sur le territoire de l'agglomération chambérienne.

L'administration et le développement durable : quelques illustrations

➤ Les télédéclarations

- *télé-déclaration télé IR* : 55 208 télédéclarants (soit 23,35 % des foyers fiscaux du département) ;
- *télé-déclaration télé TVA* : 9 055 télédéclarants pour 57 590 télédéclarations représentant un montant de 445 M d'€.



- 90% de déclarations en douane dématérialisées en 2009.
- le contrôle de légalité : 23960 actes ont été reçus au titre du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire.
- Mise en place du bilan carbone à la DDEA.

L'application « ACTES »

La télétransmission des actes soumis à contrôle de légalité au représentant de l'Etat a connu une forte progression en 2009, due à une mobilisation importante des services pour faire connaître le dispositif aux collectivités et à leurs groupements. En Savoie, fin décembre 2009, 71 collectivités territoriales étaient connectées (contre 13 fin 2008) et 10,40 % des actes transmis (contre 3,62% fin 2008). Par ailleurs, la préfecture participe au groupe national de pilotage pour le développement d'une nouvelle application informatique relative à la télétransmission des budgets des communes et des EPCI.

➤ Perspectives 2010 :

Mise en place des audits « gros entretiens et thermiques » et « accessibilité » sur tous les bâtiments de l'Etat.

L'administration au service des usagers : quelques illustrations

Mise en place du nouveau système d'immatriculation des véhicules (SIV)

Depuis le 15 octobre 2009, l'ancien fichier national d'immatriculation (FNI) est remplacé par le nouveau système d'immatriculation des véhicules (SIV). Cette démarche permet de nombreux avantages dont l'immatriculation à vie des véhicules et la possibilité d'effectuer la demande auprès d'un professionnel de l'automobile habilité.



Mise en place du passeport biométrique

Depuis le 14 mai 2009, les passeports biométriques se substituent aux passeports électroniques. Cette démarche répond à une norme européenne prévue par le règlement européen du 13 décembre 2004 qui permet de sécuriser davantage le titre (puce électronique, empreinte de doigts numérisés,...) et de raccourcir les délais de délivrance.



L'administration au service des usagers : quelques illustrations

➤ La gestion des finances publiques

- Le délai global de paiement des dépenses de l'Etat est passé de 19,87 jours en 2008 à 16,38 jours en 2009.

Création des “Services des Impôts des Particuliers”

Dans le cadre de la création des “ Services des impôts des particuliers ” (SIP), regroupement sur un site unique des agents des Centres des Impôts et des Trésoreries :le SIP de Moutiers a été créé en mars 2009 et celui de St Jean en décembre 2009. Pour les autres trésoreries dites “de proximité”, l'accueil fiscal unique a été déployé en septembre 2009 avec la mise en œuvre d'une application dédiée “gaia guichet”. La fin de la mise en place de ces guichets fiscaux unifiés à été réalisée début 2010 avec le SIP d'Aix-les-Bains et Albertville en janvier et celui de Chambéry en mars 2010.



➤ Les grands ordres de décorations

- distinctions honorifiques (hors Légion d'Honneur et Ordre National du Mérite) : 2756 dossiers traités soit + 3,44 % par rapport à 2008 ;
- dossiers légion d'honneur et mérite : 27 nommés (9 LH, 18 ONM). la proportion de femmes promues (3/9 en LH et 8/18 en ONM), reste parmi les meilleures au niveau national.

L'administration au service des usagers : quelques illustrations

➤ Plusieurs débats ont été organisés durant l'année 2009/2010 :

forums de la sécurité en avril et mai, grand débat sur l'identité nationale le 19 janvier 2010, organisation des journées de la sécurité intérieure en octobre, des assises des territoires ruraux en octobre et novembre et des Etats généraux de l'Industrie début décembre.



Les Etats généraux de l'Industrie

➤ La douane économique : le nouveau statut d'opérateur économique agréé (OEA)

Proche d'un « label de qualité » délivré par les douanes, ce statut donne aux entreprises un accès facilité à de nombreuses simplifications douanières et à des taux réduits de contrôles, avec pour seule contrepartie des sociétés leur fiabilité, notamment en terme de sécurité de toute la chaîne logistique, de solvabilité financière et d'absence d'antécédents en matière de respect de la réglementation.

Le redécoupage des circonscriptions législatives

L'évolution démographique du département, qui a franchi fin 2008 la barre des 400 000 habitants, a rendu nécessaire une augmentation du nombre des circonscriptions législatives. Les travaux de réflexion et de concertation menés début 2009 pour la refonte de la carte électorale ont permis de présenter un projet de découpage qui a retenu l'attention de l'administration centrale. Le découpage proposé a été confirmé dans l'ordonnance prise le 29 juillet 2009 et validée par la loi du 24 février 2010 ratifiant cette dernière.

La révision générale des politiques publiques

RGPP

➤ La réforme de l'administration territoriale de l'Etat

Depuis 2007, le gouvernement a engagé, à travers la révision générale des politiques publiques (RGPP), une transformation profonde de l'Etat avec pour objectif de fournir un service public plus moderne et plus réactif.

En Savoie, 2 directions départementales interministérielles ont été créées et sont opérationnelles depuis le 1^{er} janvier 2010 :

▪ Une direction départementale des territoires (DDT)

Constituée à partir de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) créée en janvier 2009, elle reprend certaines missions auparavant dévolues à la préfecture : loi sur l'eau, protection de la nature et des paysages ainsi que l'urbanisme (hors contrôle de légalité). Elle est regroupée dans le bâtiment de l'Adret à Chambéry Le Haut.

▪ Une direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP). Elle est compétente dans l'ensemble des missions de la DDJS, de l'UDCCRF, de la DDSV et des droits des femmes et de l'égalité

+ certaines missions relevant auparavant de la préfecture et de la DDASS : installations classées pour la protection de l'environnement, associations, cohésion sociale

+ la mission logement social auparavant confié à la DDEA.

▪ L'organisation de la préfecture est également modifiée, intégrant les missions sécurité routière ainsi que le contrôle de légalité urbanisme de la DDEA.

▪ 2009 a vu l'élaboration et la mise en œuvre du volet départemental du plan de redéploiement des capacités d'ingénierie de la DDEA en région : repositionnement de l'ingénierie vers l'Atesat et vers les politiques prioritaires de l'Etat.

▪ Des unités territoriales (UT) complètent cette organisation : celle de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) et la délégation territoriale départementale de l'agence régionale de santé (ARS).

La révision générale des politiques publiques

RGPP

- Depuis le 1^{er} janvier 2009, La gendarmerie nationale est organiquement rattachée au ministère de l'intérieur.
- Depuis le 1^{er} janvier 2009, les différents services d'inspection du travail sont regroupés sous l'autorité unique du ministère chargé du travail. Il en résulte une simplification administrative et la suppression d'échelons hiérarchiques redondants.

Perspectives 2010 :

- Les services de la DDCSPP pourront être regroupés dans le bâtiment de Mérande situé chemin des Moulins à Chambéry d'ici 2011. Actuellement, la DDCSPP se répartit sur 6 sites distincts : outre Mérande pour l'ex DDSV, l'ex DDJS se situe Montée Valérieux, l'ex UDCCRF avenue du Maréchal Leclerc, l'ex DDASS à la Boisse, l'ex DDEA (et actuelle DDT) à l'Adret et enfin la préfecture au Château des Ducs de Savoie ;
- Organisation de l'interdépartementalité des DDPJJ des deux Savoie avec la création en septembre 2010 de la direction territoriale des Savoies située à Annecy ;
- Création des futures Directions Départementales des Finances Publiques par réunion des Directions des Services Fiscaux et des Trésoreries Générales. En Savoie, une « équipe projet » travaille depuis plusieurs mois afin de préparer la mise en place de la future DDFIP 73 qui devrait intervenir d'ici début 2011 ;
- la gestion interministérielle de la communication de l'Etat devra connaître une traduction par la mise en œuvre de processus de circulation de l'information et la définition de modalités de communication dans le cadre d'une « charte interservices ».

Signification des sigles des services

- ✓ **ARS** = Agence Régionale de Santé
- ✓ **DDASS** = Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
- ✓ **DDCSPP** = Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
- ✓ **DDEA** = Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture
- ✓ **DDJS** = Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports
- ✓ **DDPAF** = Direction Départementale de la Police à la Frontière
- ✓ **DDPC** = Direction Départementale de la protection Civile
- ✓ **DDSV** = Direction Départementale des Services Vétérinaires
- ✓ **DDT** = Direction Départementales des Territoires
- ✓ **DDTEFP** = Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- ✓ **DRAC** = Direction Régionale des Affaires Culturelles
- ✓ **DREAL** = Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- ✓ **UDCCRF** = Unité Départementale de la Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes